



## Tous dans la rue le 28 juin pour sauver l'audiovisuel public !

Dans le lot d'incertitudes lié au chaos des législatives apparaît la question de la redevance. Souvenons-nous. Lors de sa déclaration de candidature le 7 mars à Poissy, Emmanuel Macron annonçait la suppression de la redevance comme mesure phare pour préserver le pouvoir d'achat des Français.

Avant cette annonce, cette proposition avait déjà été avancée en 2019 par Gerald Darmanin quand il était ministre du budget. Pendant la campagne électorale, Valérie Pécresse, Marine Le Pen et Eric Zemmour avaient eux annoncé leur intention de privatiser en partie ou totalement l'audiovisuel public, dans une course à l'échalote mortifère.

Tous sont connus comme de fins connaisseurs de l'économie du secteur et surtout d'ardents défenseurs du service public (?), surfant de concert pour supprimer cette ressource essentielle pour l'ensemble de nos chaînes de télévision et de radio publiques...

La main sur le cœur, le gouvernement affirme, nouvelle ministre de la Culture en tête, que ce n'est pas pour remettre en cause l'audiovisuel public mais pour le conforter par un nouveau financement. Comment la croire ?

- Comment croire que remplacer cette taxe affectée par une ligne dans le budget général de l'état (issu de l'impôt) se solderait par un gain de pouvoir d'achat pour les contribuables ?
- Comment croire un pouvoir qui commence par démolir le modèle économique existant sans avoir la moindre idée claire sur ce qui pourrait le remplacer ?
- Comment croire ceux qui, à force d'ambivalence, auront permis à l'Extrême Droite d'entrer massivement à l'Assemblée, de lui donner des moyens considérables pour polluer les débats et faire prospérer le racisme et la xénophobie...

C'est un mauvais signal qui va inéluctablement brouiller les ondes et les esprits et rendre plus opaque la démocratie. Une mesure autoritaire, peu exemplaire pour un président fraîchement réélu sur son sol. Nous sommes aux antipodes de la volonté affichée d'une Renaissance démocratique.

L'amateurisme de la Macronie saute aux yeux dans cette affaire et la réaction de l'ensemble du secteur audiovisuel est à la mesure de cette errance. La démagogie électoraliste n'est pas digne des enjeux et l'urgence s'impose d'un débat public contradictoire sur le rôle essentiel de l'audiovisuel public, fondé sur une analyse sérieuse des données culturelles, économiques et sociales.

Et si la Macronie pense s'en sortir en s'alliant à l'Extrême Droite pour faire passer ce funeste projet, elle aura définitivement franchi la ligne qui la sépare encore de la honte et du déshonneur.

**Pour refuser ce projet de démolition en règle  
et sauver l'audiovisuel public,  
toutes et tous dans la rue le 28 juin  
à Paris Montparnasse, direction l'Assemblée Nationale !**

Paris, le 23 juin 2022

